

# COMMUNIQUE DE PRESSE

## LE PREMIER MINISTRE, GERARD LATORTUE, APPELLE LES BAILLEURS DE FONDS A CONSENTIR UN « EFFORT EXCEPTIONNEL » POUR AIDER HAÏTI A FAIRE FACE A SES URGENCES

**Port-au-Prince, 22 avril**-Le Premier ministre haïtien, Gérard Latortue, a appelé jeudi les bailleurs de fonds d'Haïti à consentir « un effort exceptionnel » leur demandant même « de bousculer » les procédures administratives habituelles afin d'aider dans les meilleurs délais possibles le pays à faire face à l'urgence de ses priorités dans le cadre de la transition.

Le Premier ministre s'exprimait devant les bailleurs lors d'une rencontre convoquée à Port-au-Prince, par le nouveau gouvernement, et qui s'inscrit dans le cadre d'un exercice initié de concert avec la communauté internationale qui doit aboutir à l'identification d'un **Cadre de Coopération Intérimaire (CCI)** avec Haïti pour la période de transition. Les principaux pays donateurs d'Haïti et institutions financières internationales, représentés au plus haut niveau, ont pris part à cette importante rencontre qui s'est déroulée à l'Hôtel Montana sous la présidence du chef du gouvernement.

« Je vous demande à tous d'étudier sérieusement la possibilité de nous octroyer, entre maintenant et le mois de juin, une sorte de bridging, un crédit relais et un appui budgétaire pour nous permettre de garder les fondamentaux de notre économie en équilibre. Je ne veux pas être alarmiste ni paraître comme quelqu'un qui veut vous forcer la main, mais la situation financière du pays reste préoccupante et peut avoir des conséquences incalculables sur sa stabilité et sur la réussite même de la transition. »

M. Latortue dit reconnaître les contraintes liées aux procédures auxquelles les bailleurs de fonds sont soumis en général mais insiste que « le gouvernement ne pourra pas attendre les délais habituels qui précèdent les décaissements de fonds » compte tenu des besoins « tellement énormes et les attentes de la population tellement importantes ».

L'objectif premier de cette réunion était, pour le Premier ministre, de présenter aux bailleurs la vision et les priorités de son gouvernement en matière de coopération pour les prochaines années. Il a résumé ces priorités en sept points qui sont « la sécurité et le retour à un fonctionnement normal des institutions démocratiques », « la construction d'infrastructures indispensables au développement », « les investissements dans les ressources humaines », « la préservation et la réhabilitation de l'environnement », « le développement rural », « la modernisation de l'État », et « la création des conditions propices à l'investissement ».

Devant les bailleurs, il a reconnu que les priorités définies dans ces différents domaines « représentent un défi quasi insurmontable » et une « oeuvre titanesque » dont

l'accomplissement ne pourra se faire sans “le soutien, la solidarité, et l'assistance technique” des partenaires de la communauté internationale.

« Le peuple haïtien a besoin de vous, mon gouvernement compte sur vous », a-t-il lancé aux bailleurs présents.

Le Premier ministre en a profité pour dresser un bilan peu réjouissant de la coopération internationale avec le pays, en raison de l'impact limité de cette coopération sur la population à laquelle elle est destinée. Face à ce constat, il a plaidé pour un **“partenariat d'un nouveau genre”**, à partir de nouvelles modalités à définir dans le nouveau **Cadre de Coopération Intérimaire** en cours de préparation.

“Ce que mon gouvernement veut proposer aujourd'hui, c'est un partenariat d'un nouveau genre. Je crois cela possible parce que j'ai senti, dans les conversations que j'ai eues avec les uns et les autres, une volonté de changer de méthode et d'approche, qui rencontre mes préoccupations et la vision de mon gouvernement dans le cadre d'une coopération internationale efficace.”

Concernant le processus devant conduire à la définition des nouvelles modalités de coopération avec Haïti, le Premier ministre dit avoir pris acte avec satisfaction que les institutions de coopération internationale veulent maintenant changer leurs pratiques et leur manière d'aider.

Pour préparer la rencontre du jeudi 22 avril, des discussions préliminaires s'étaient tenues la veille entre les différents bailleurs de fonds d'Haïti, réunis exceptionnellement dans la capitale haïtienne. Les échanges qui ont eu lieu dans ce cadre se sont déroulés sous le leadership de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), de la Banque Mondiale (BM), et de la coordination du Système des Nations Unies (SNU) en Haïti, qui coordonnent conjointement l'exercice de l'identification du **Cadre de Coopération Intérimaire** pour le compte de la communauté internationale.

Cette rencontre préparatoire a permis aux bailleurs de fonds d'harmoniser leurs points de vue, de partager leurs expériences en matière de coopération, et de mettre en commun les leçons apprises des erreurs du passé afin de les éviter à l'avenir. Une restitution des informations recueillies lors de cette journée de réflexion a été faite au Premier ministre jeudi par un représentant des bailleurs.

Outre la présentation du Premier ministre, les différents ministres du gouvernement sont également intervenus toute la journée de jeudi devant les bailleurs de fonds afin de spécifier les priorités du gouvernement de transition dans les différents domaines. Parmi eux, les ministres de l'économie et des finances et de la planification, de la coopération externe et de l'environnement ont développé respectivement les thèmes relatifs aux expériences passées, en matière de coopération, et aux modalités du nouveau partenariat avec Haïti. Dans le cadre des modalités pour la préparation du **Cadre de Coopération Intérimaire** avec Haïti, un représentant de la communauté des bailleurs a présenté les expériences internationales dans le cadre d'un tel exercice.

Par ailleurs, les principaux représentants de la communauté internationale, présents à cette réunion, ont assuré le Premier ministre de l'appui leurs institutions ou gouvernements à l'aboutissement de la transition en cours actuellement. Parmi eux, le Conseiller spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour Haïti, M. Reginald Dumas, le Représentant spécial du Secrétaire Général de l'OEA, M. David Lee, l'Ambassadeur américain, M. James Fooley. La réunion a vu également la participation de représentants du Secrétariat de la CARICOM, de la Commission Européenne, de l'Organisation Internationale de la Francophonie, de l'Organisation Internationale de la Migration, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement, des Agences des Nations Unies, du Japon, de la France, de l'Allemagne, Canada, et du Chili.